



RSE et actualité durable

∴ Sommaire

1. Rappel du contexte

- Définition de la RSE
- Règlementation française
- Pacte européen

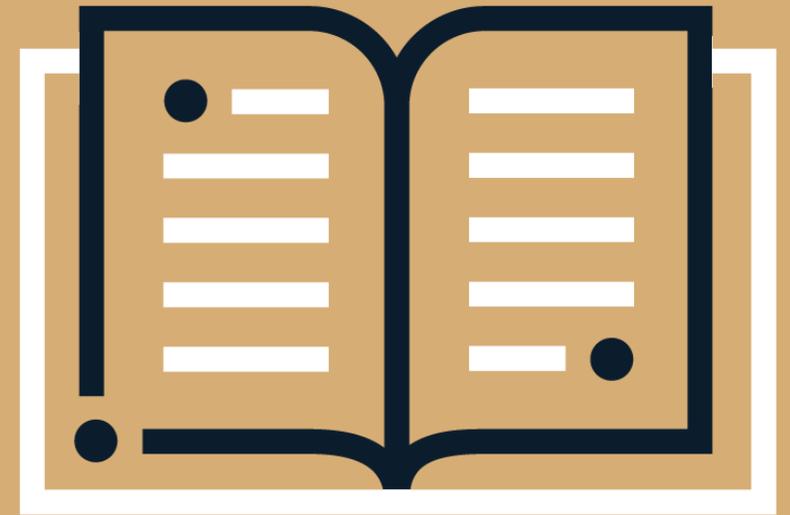
2. La RSE dans l'actualité

- Environnement : tromperie climatique, biodiversité
- Social : partage de la valeur ajoutée, dialogue social
- Gouvernance : reporting de la durabilité, Say on Climate



● La RSE : ce nouveau système de management

- Définition de la RSE
- La réglementation française
- Le Pacte européen



: Contribuer au développement durable

La RSE Responsabilité Sociétale des Entreprises est la contribution de ces acteurs économiques au **Développement Durable** dans notre contexte de dérèglement climatique et d'accroissement des inégalités hérités de la mondialisation.

Le nouveau paradigme s'est introduit dans notre économie dès la fin des années 80 avec l'émergence du concept de développement durable, « *développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (G.H Brundtland 1987)



Les entreprises qui pilotent une démarche RSE s'engagent à réduire les impacts sociaux et environnementaux liés à leurs activités tout en restant **rentables**.

Elles recherchent donc :

- Une meilleure performance,
- La satisfaction des besoins humains et
- La préservation des ressources naturelles.

- **Economiquement efficace**
- **Socialement équitable**
- **Ecologiquement soutenable**

: Comment fonctionne la RSE ?

La RSE fonctionne comme le **système de management de la durabilité**, par l'amélioration continue autour de ces principes :

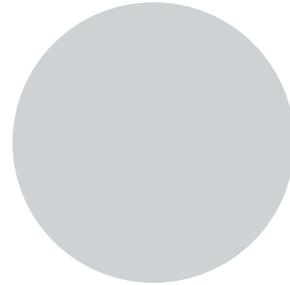


Elle investigue vos pratiques dans ces **3 piliers** :

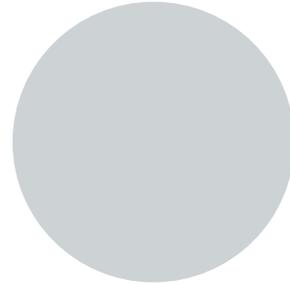
E ENVIRONNEMENT	S SOCIAL	G GOUVERNANCE
Consommations eau/énergies	Emploi – Conditions de travail	Respect des lois
Utilisation durable des ressources	Protection sociale	Pratiques loyales
Emissions carbones	Dialogue social	Lutte contre la corruption
Protection de la biodiversité	Santé et sécurité au travail	Protection des données
Gestion des déchets	Développement du capital humain (compétences, carrière)	Confidentialité
Cycle de vie du produit	Qualité de vie au travail	Satisfaction Clients / SAV
Prévention des pollutions (santé publique)	Partage de la valeur ajoutée	Achats responsables
	Droits humains (lutte contre la discrimination, le harcèlement, travail des enfants...)	Consommation durable
	Contribution au développement local : emplois, investissements, éducation, santé...	Protection santé/sécurité des consommateurs
		Pilotage transverse de la démarche
		Dialogue avec les parties prenantes
		Promotion de la RSE



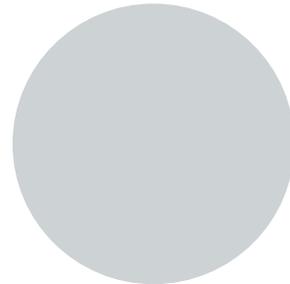
En résumé, une démarche RSE :



Contribue au **développement durable** (environnement, santé, bien-être de la société)



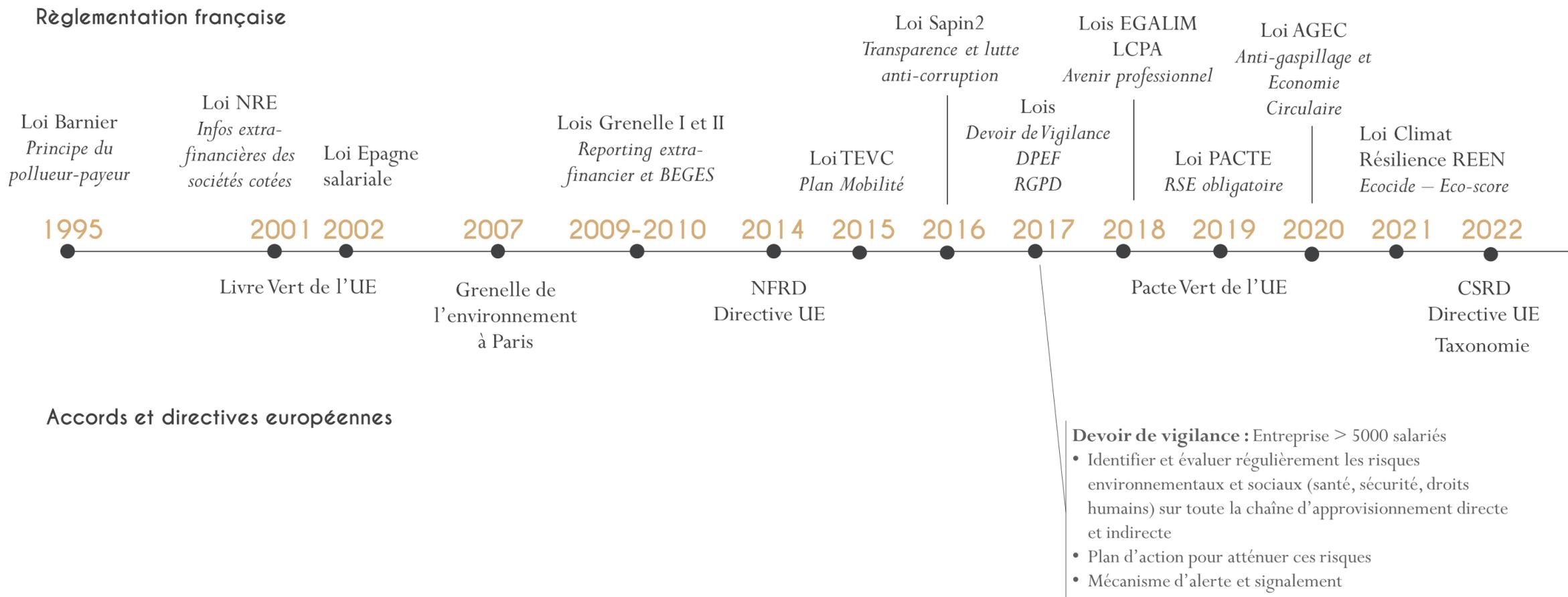
Prend en compte les attentes des **parties prenantes**



Est **conforme aux lois** en vigueur et normes internationales

Est **intégrée** dans toute l'organisation et **pratiquée** dans ses relations

: Le durcissement de la réglementation française



: Le Pacte vert ou Green deal...vers la croissance verte

- **Contexte :** Alertes des rapports du Giec, Protocole de Kyoto 1997, Accords de Paris 2015
- **Définition :** Dispositif réglementaire
« *Nouvelle stratégie de croissance de l'UE* » adoptée en 2019
Priorité du mandat de la Présidente Ursula von der Leyen (mandat 2019-2024)
- **Objectif :** Faire de l'économie européenne la première économie décarbonée d'ici 2050.
- **Sous-objectif :** Réduire de 55% les émissions de CO₂ d'ici 2030 (paquet législatif **Fit for 55**)
- **Problème :** Flécher les investissements vers les activités soutenables pour réussir cette transition
1000 milliards mobilisés dans cette transition bas-carbone d'ici 2027

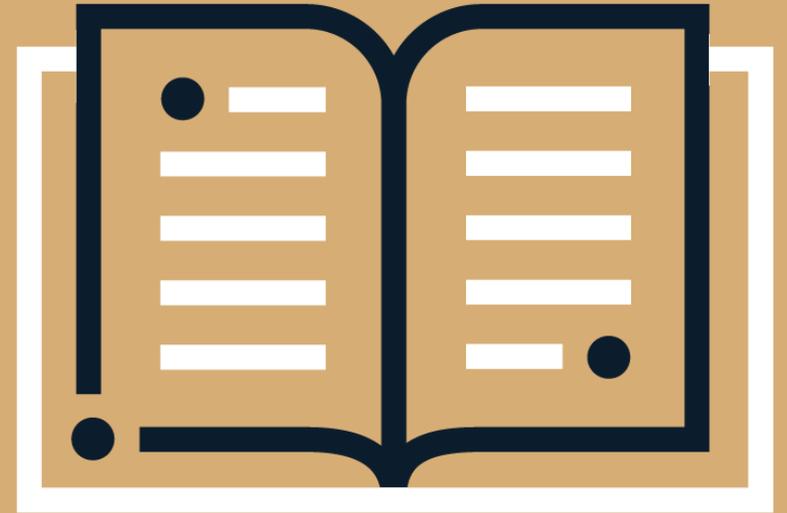
Quelques unes des 13 mesures proposées par la Commission pour réduire les émissions carbone

- *Fin des voitures diesel et essence en 2035*
- *Refonte du marché carbone sur le principe du pollueur/payeur et mécanisme d'ajustement carbone aux frontières*
- *Refonte de la fiscalité de l'énergie*
- *Doublement de la part des énergies renouvelables et création de puits de carbone...*



Actualités RSE

- Environnementales
- Sociales
- Gouvernance



Environnement

La « tromperie climatique »

Contexte : Pression sociale, réglementaire, économique pour réduire des émissions de GES anthropiques
Film « *Sabotage* » de Daniel Goldhaber, livre « *Comment saboter un pipeline* » d'Andréas Malm, la crise des bassines...

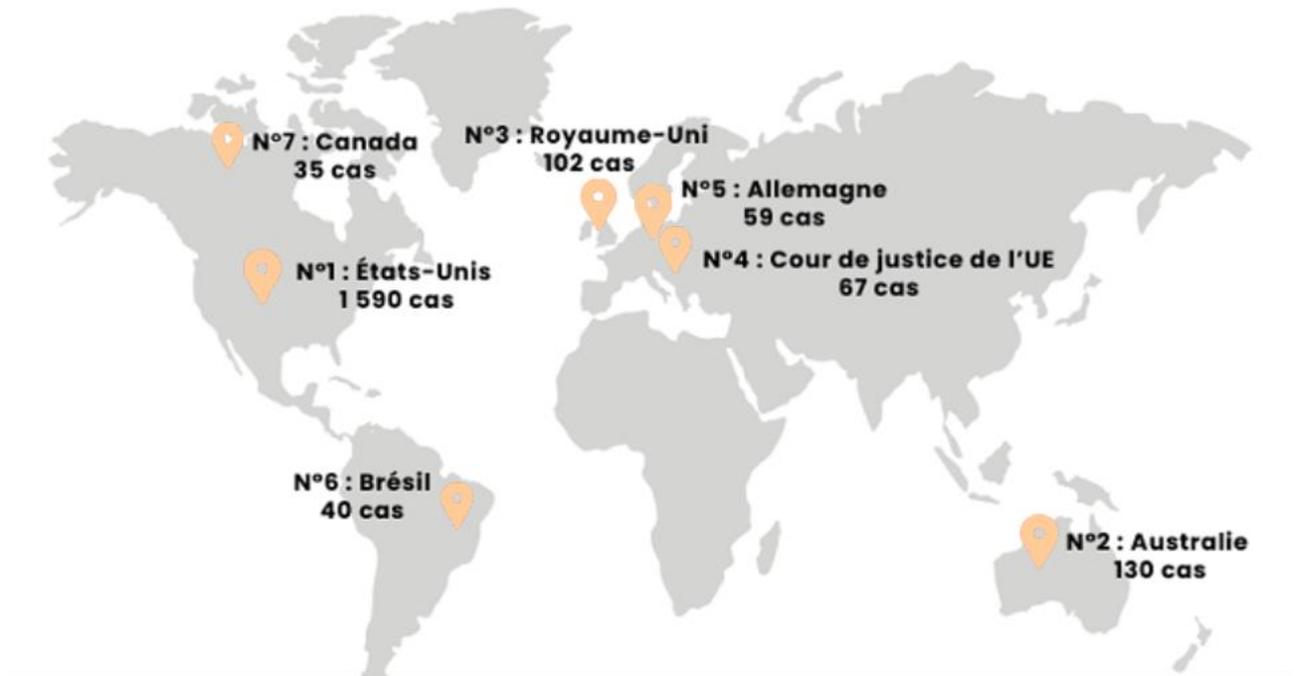
→ **Regain de l'activisme environnemental**

Le nombre de litiges climatiques a triplé ces 10 dernières années : **2 341 cas dans 51 pays**

En France = affaires TotalEnergies, FIFA

La Commission européenne estime qu'environ **53 %** des déclarations environnementales faites par les entreprises contiennent des informations "vagues, trompeuses ou infondées".

→ Projet de "**directive sur les allégations écologiques**" pour harmoniser les exigences applicables aux centaines de labels environnementaux actuellement sur le marché.



● Environnement

● Le projet de loi sur la restauration de la nature

Contexte : Pacte Vert européen, conservation des forêts, cours d'eau... (décarbonation et sécurité alimentaire)



Objectif : **Restaurer 20 %** des terres et des mers de l'Union européenne (UE) d'ici à 2030... et la totalité d'ici 2050
Restauration des habitats et espèces dégradés par les activités humaines et le dérèglement climatique
= *dunes, prairies, tourbières, insectes pollinisateurs, écosystèmes marins...*

Projet de loi adopté de justesse le 12/07/2023 par la Commission très contraignant pour les Etats qui vont devoir décliner ces objectifs dans des plans nationaux (reforestation...)
Impacts sur les secteurs agricoles, marins, BTP...



• Social

Partage de la valeur ajoutée

- **Contexte** : inflation, superprofits des entreprises,
- Transposition de l'ANI du 10 février 2023
- Le projet de loi a été transmis au Sénat le 29/06/2023

A compter du 01/01/2024 (dispositif expérimental sur 3 ans) :

- Les entreprises de **11 à 49 salariés** devront mettre en place au moins un dispositif de partage de la valeur dès lors qu'elles sont profitables (*bénéfice net fiscal d'au moins 1% de leur chiffre d'affaires pendant trois années consécutives*) = *intéressement, participation, prime de partage de la VA, abondement dans un plan d'épargne entreprise PEE...*
- Les entreprises de 50 salariés et plus ont l'obligation de négocier sur les bénéfices exceptionnels.
- Promouvoir une **épargne verte, solidaire et responsable**
- Nouveaux cas de déblocage anticipé du PEE : *achat véhicule propre, rénovation énergétique, dépenses proche-aidant*
- Favoriser l'**actionnariat salarié** : *plan de partage de la valorisation de l'entreprise, augmentation des parts de capital ouvertes aux salariés*



• Social

Compétence environnementale du CSE

Contexte : dérèglement climatique (alertes canicules, pénuries eau, incendies, tempêtes...) et pollution atmosphérique
Nouvelle compétence environnementale du CSE (Loi Climat et Résilience du 22/08/2021)

ANI du 11 avril 2023 sur la **Transition écologique et le Dialogue social**

= Rappel des outils à disposition du dialogue social pour évoquer la stratégie RSE de l'entreprise : *consultations, recours aux experts, droit d'alerte, commissions, contenu environnemental minimum de la BDESE...*

Intérêts :

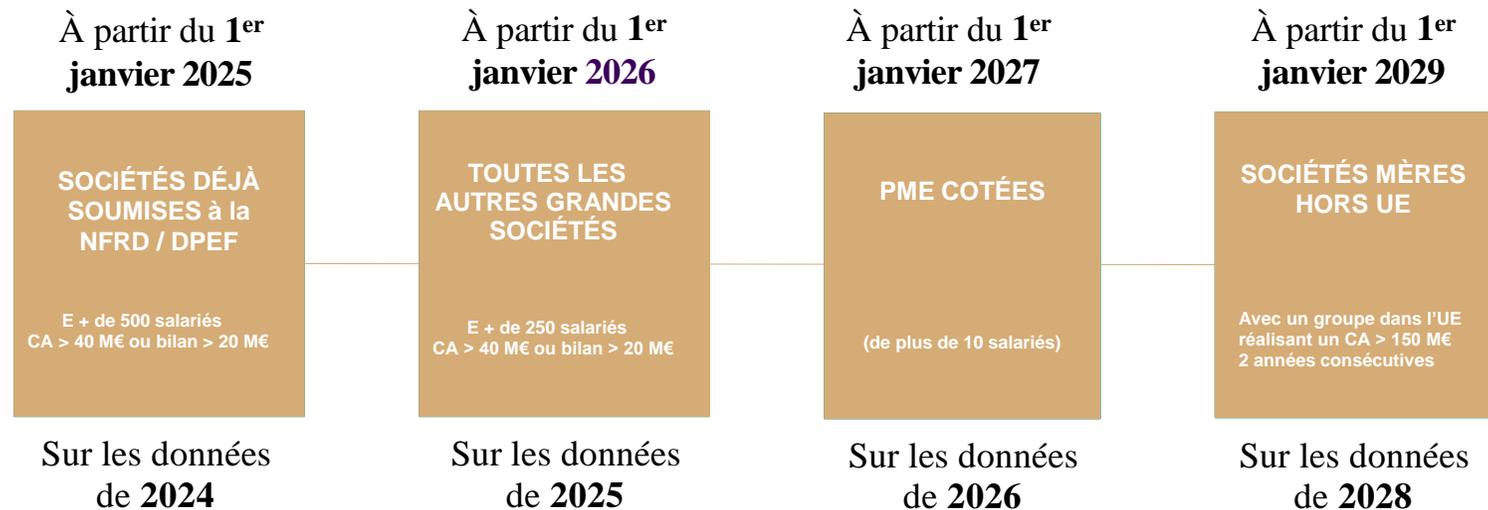
- Un tableau récapitulatif des principales obligations environnementales s'appliquant aux entreprises : *construction des locaux, DPE, économie d'énergie et d'eau, gestion des déchets...*
- **Une vigilance sur la santé des collaborateurs**
Prise en compte ou l'anticipation des nouveaux risques liés au changement climatique (canicules, épidémies, éco-anxiété et RPS...)
CSSCT, mise à jour DUERP, commission environnementale
- La congruence des œuvres sociales



● Gouvernance

● CSRD : le nouveau reporting de la durabilité

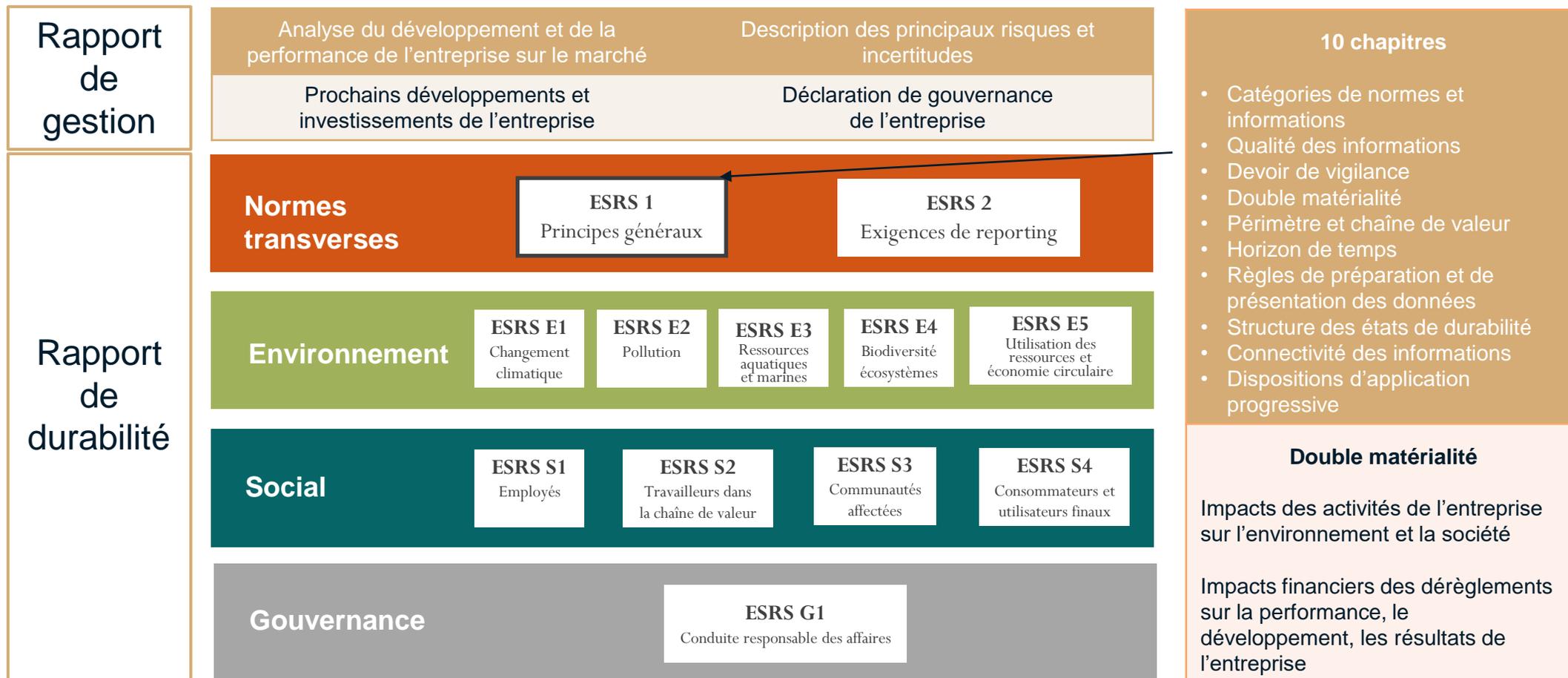
- Contexte : toujours le Pacte Vert de l'Europe
- NFRD (2014) → CSRD (2022)
DPEF (2018) → Reporting de durabilité applicable dès 2024
11 000 entreprises concernées → 50 000
- 4 caractéristiques renforcent les dispositions de la DPEF
 - 1) Un champ d'application élargi qui quadruplerait à minima le nombre d'entreprises concernées
 - 2) Une standardisation des obligations de reporting → Normes, comparaison des informations
 - 3) Une publication dans une section dédiée du rapport de gestion et un format digital imposé
 - 4) Une vérification obligatoire par un organisme tiers indépendant (ou le commissaire aux comptes)



● Gouvernance

CSRD : le nouveau reporting de la durabilité

- Un reporting construit autour de 12 normes (ou **ESRS** *European Sustainability Reporting Standards*) élaborées par l'EFRAG (*European Financial Reporting Advisory Group*), mandaté par l'UE



• Gouvernance vers une comptabilité consolidée

- **Indice Vérité40** ou Score Carbone® Axylia

Indice = EBITDA – coût des émissions carbone / EBITDA (donc Bilan GES complet - tCO₂ = 127 €)

→ La moitié des entreprises ne pourraient s'acquitter de leur facture carbone !

- **La triple comptabilité ou triple capital**

Travaux de l'ANC et initiatives privées
(Modèle CARE, de la Liasse Sociétale,
Goodwill Management, Audencia...)

Consiste à intégrer les résultats sociaux et
environnementaux

Entreprise	Score Carbone	Entreprise	Score Carbone
Airbus	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Michelin	 SCORE CARBONE® AXYLIA
Air Liquide	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Publicis Groupe	 SCORE CARBONE® AXYLIA
Alstom	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Renault	 SCORE CARBONE® AXYLIA
ArcelorMittal	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Saint Gobain	 SCORE CARBONE® AXYLIA
AXA	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Safran	 SCORE CARBONE® AXYLIA
BNP Paribas	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Stellantis	 SCORE CARBONE® AXYLIA
Carrefour	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Société Générale	 SCORE CARBONE® AXYLIA
Crédit Agricole	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Total Energies	 SCORE CARBONE® AXYLIA
Engie	 SCORE CARBONE® AXYLIA	Véolia Environnement	 SCORE CARBONE® AXYLIA

● Gouvernance

Say on Climate : les actionnaires doivent se prononcer sur la stratégie climat

Du SAY ON PAY : indexation de la rémunération variables des dirigeants à l'atteinte des objectifs RSE

Etude IFOP Cercle de Giverny 01/09/2023	Etude IFA 25/08/2023 sur sociétés CAC40
70% des Français sont favorables à cette mesure	25% de la rémunération variable des dirigeants est ainsi indexée
74% des Français souhaitent la nomination d'un administrateur chargé de représenter les intérêts de la nature	57,5% des conseils d'administration ont au moins un membre disposant des compétences spécifiques

Au SAY ON CLIMATE

- Dans quelques AG (12 en 2022), les actionnaires/investisseurs ont mis au vote des résolutions externes portant sur la stratégie-trajectoire climat (TotalEnergies, EDF, Engie, Carrefour, Amundi, Nexity...)
- Enjeu : Améliorer le dialogue actionnarial pour faire peser les investisseurs sur la stratégie climatique des émetteurs.
- Le mouvement avait pris de l'ampleur :
 - Le HCJP (*Haut Comité Juridique de la Place financière de Paris*) préconise un vote consultatif des actionnaires ;
 - 15 gestionnaires d'actifs appellent à réformer le dialogue actionnarial sur ce point (avec 8 propositions à l'appui) ;
 - la CCFD (*Commission Climat et Finance Durable*) de l'AMF appelle une évolution législative et réglementaire pour faciliter le dépôt de ce type de résolutions ;
 - Le FIR (*Forum des Investisseurs Responsables*) et le Reclaim Finance ont proposé un amendementIntroduisant le **"Say on Climate" dans la loi sur l'industrie verte ...adopté le 21/07/2023 !**
 - Pour les sociétés cotées : stratégie et rapport climat durabilité obligatoires soumis au vote consultatif en AG tous les 3 ans



⋮ Pour aller plus loin...

Parcours digital - RSE : comprendre pour agir



Au choix :

- 28 septembre 2023
- 19 octobre 2023
- 23 novembre 2023
- 14 décembre 2023



A distance

Informations et inscriptions

Toutes nos formations en RSE

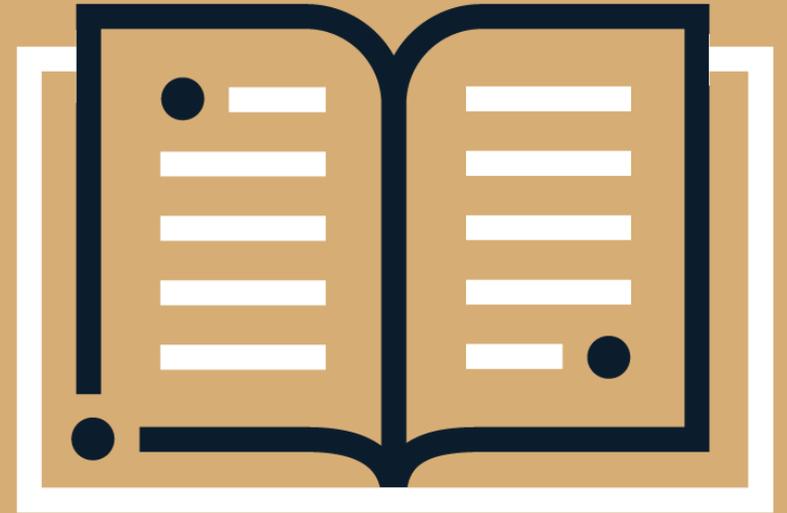
En savoir plus

Lefebvre Dalloz
Compétences.



Merci de votre attention !

A votre écoute...





Lefebvre Dalloz

Compétences.

COMPTABILITÉ, FINANCE, FISCALITÉ, BANQUE, ASSURANCE, DROIT, RESSOURCES HUMAINES, SOFT SKILLS

<https://formation.lefebvre-dalloz.fr/>

